Cahiers de recherches médiévales

Journal of medieval studies

12 spécial | 2005

Une ville, une destinée : Orléans et Jeanne d'Arc

Crise urbaine et apprentissage à Orléans

1475-1500

Françoise Michaud-Fréjaville

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/crm/719>

DOI : 10.4000/crm.719

ISSN : 1955-2424

Éditeur

Honoré Champion

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2005

Pagination : 31-40

ISSN : 1272-9752

Référence électronique

Françoise Michaud-Fréjaville, « Crise urbaine et apprentissage à Orléans », *Cahiers de recherches médiévales* [En ligne], 12 spécial | 2005, mis en ligne le 28 juin 2008, consulté le 15 décembre 2022.

URL : <http://journals.openedition.org/crm/719> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/crm.719>

Tous droits réservés

Crise urbaine et apprentissage à Orléans 1475-1500

D'une ville à l'autre, pour cette fin du Moyen Âge, les mêmes méthodes d'étude sont-elles opératoires ? Les questions que Bernard Chevalier posait naguère sur les salaires, les prix et l'embauche comme indices des malaises urbains au tournant du XVI^e siècle¹ appelaient très directement, non pas une réponse et encore moins une réfutation, mais le complément de données orléanaises que je suis heureuse de lui offrir afin qu'il en nourrisse ses futures synthèses.

On sait le désastre qui a frappé les archives du Loiret et le caractère obligatoirement lacunaire de la documentation orléanaise. Pour étudier la ville, ses habitants et ses activités, il ne reste plus guère que l'archéologie, inutile dans le cas qui nous occupe, quelques comptes urbains et hospitaliers et les riches documents notariaux.

J'avais dans un premier temps étudié les apprentissages en ratissant le plus largement possible dans les différentes études dont les registres subsistent. Sans réellement tendre à l'exhaustivité, j'espérais toucher d'un peu plus près une certaine réalité en diversifiant au maximum la clientèle : plusieurs notaires, trois villes ligériennes (Beaugency, Jargeau, Meung-sur-Loire)². La chronologie choisie n'était pas neutre, elle correspondait à la tranche pour laquelle la ville d'Orléans a conservé une partie de ses comptes, donc une période certes « médiévale », mais sur laquelle il me semblait souhaitable de concentrer les efforts de recherche et de synthèse.

Pourtant, afin de répondre aux vœux tourangeaux, j'entreprends ici une autre démarche. Délibérément, le dépouillement s'est limité à une seule étude – celle de Pierre Noblet – pour laquelle la continuité chronologique est admirable, de 1475 à 1517, et le travail facilité par des répertoires (1475-1509)³. L'évolution des contrats d'apprentissage sera donc lue au cœur d'une officine dont le volume d'affaires est à peu près constant : 320 à 350 actes annuels à l'exception des années de peste, 1482 et 1498, marquées par la diminution totale du nombre d'actes et, dans le second cas,

¹B. Chevalier, « Le pauvre et l'apprenti. À propos d'un renversement de la conjoncture dans les bonnes villes de France à la fin du XV^e siècle », dans *Horizons marins et itinéraires spirituels*, t. 1, *Mentalités et sociétés*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1987, p. 277-289.

²F. Michaud-Fréjaville, « Bons et loyaux services, les contrats d'apprentissage en Orléanais, 1380-1480 », dans *Les entrées dans la vie, XII^e congrès des Historiens Médiévistes de l'Enseignement Supérieur Public*, Nancy, 1981, p. 183-208, réimpr. *supra*, article n° 2.

³Arch. Dép. Loiret, répertoires 3 E 10293 (1475-1489) et 3 E 10294 (1489-1509). Ces répertoires confectionnés dans la seconde décennie du XVI^e siècle sont plus ou moins fiables – dates fausses, actes introuvables et actes non répertoriés – mais ils permettent de gagner un temps précieux.

par l'installation provisoire du notaire sous des cieux plus salubres⁴. Peu importe, en fait, si la clientèle est relativement restreinte, si toutes les paroisses urbaines ne sont pas représentées, si l'éventail des métiers semble plus réduit que dans l'échantillon précédemment étudié (52 activités contre 86), l'essentiel est de voir si les contrats d'apprentissage sont une des sources à travers lesquelles on peut déceler une crise urbaine de la fin du XV^e siècle, marquée par l'appauvrissement des patrons et les difficultés d'embauche.

L'échantillon

Après le dépouillement et l'élimination des contrats qui ne concernaient pas la ville d'Orléans ou sa proche banlieue, d'Olivet à Chécy, l'analyse porte sur 362 contrats, dont 17 féminins. Ces derniers n'ont pas été traités à part, d'abord en raison de leur faible nombre, ensuite parce que les femmes faisaient partie du monde des travailleurs : la catégorie des chambrières qui était traditionnellement celle des petites allouées a pratiquement disparu. Les fillettes sont surtout accueillies par des chaussetières ou des couturières afin d'être instruites dans les métiers d'aiguille⁵. Leur nombre dérisoire peut faire penser qu'elles ne devaient pas trouver d'emploi protégé par un passage devant notaire. On n'a pas encore assez cherché dans ce domaine difficile à appréhender.

Si la masse totale des contrats paraît relativement importante, cela représente en réalité à peine une quinzaine d'actes par an, soit une infime partie des opérations traitées par Noblet⁶. Il faut de toute façon refuser d'extrapoler à la ville tout entière (puisque aussi bien nous n'avons guère encore le moyen d'estimer l'importance relative des 15 études alors actives à Orléans⁷) et de déduire quoi que ce soit sur l'importance globale de l'embauche sous la forme de ce type d'accord. Doit-on alors baisser les bras et renoncer à lire chez P. Noblet le reflet de ce qui pouvait se passer dans la ville ? Il m'a paru assez raisonnable de tenter l'exploitation de ce fonds en examinant l'évolution chronologique d'un certain nombre de facteurs (quantités annuelles d'actes, âges, salaires, paiements aux maîtres, métiers, mouvements migratoires) mis en graphiques puis comparés les uns aux autres. Ce qui m'a confortée dans l'entreprise fut de constater, en regardant la localisation des résidences des maîtres, que la clientèle notariale était répartie sur 24 paroisses orléanaises ou touchant aux murailles et que seules six paroisses *intra muros* n'étaient pas concernées⁸.

⁴3 E 10124, Entre les actes des 25 et 27 août est écrit en grandes lettres : « Temps de Peste », et il n'y a que trois contrats, passés hors de la ville, du 27 août au 18 novembre. Ensuite, le cours normal des choses reprend.

⁵On trouve parmi les employeurs de ces filles quatre couturières, deux bonnetières, deux chaperonnières, deux chandelières.

⁶Ainsi, en 1476, il y a 15 contrats d'apprentissage, soit 4,6% des 326 actes (3 E 10224 – 3 E 10225, les registres courant de Pâques à Pâques) ; l'année suivante, 11 seulement pour plus de 350 actes.

⁷Dr. M. Garsonnin, *Histoire de la communauté des notaires du Châtelet d'Orléans*, Orléans, 1922, p. 37 : à partir de 1368 il y aurait eu 15 notaires. Il ne reste de traces importantes que de six d'entre eux pour le dernier tiers du XV^e siècle.

⁸L'étude de Pierre Noblet se trouvait dans la paroisse Saint-Maclou au cœur de la vieille ville (Cf. Garsonnin, *op. cit.*, p. 39, n. 2). La paroisse de résidence du maître est fournie dans 211

Cette répartition géographique, intéressante en elle-même, ne me paraît pas utile à aborder ici, elle n'a pour notre propos que l'intérêt de justifier une certaine représentativité de l'échantillon.

L'évolution du nombre annuel de contrats, mesure du marché du travail ?

Les répertoires notariaux permettent de compter rapidement la nature des actes passés, l'écrasante majorité (75 à 80 %) est formée des constitutions de rentes, des baux et locations, des transferts de propriété (ventes, partages), très loin derrière viennent les contrats de mariage (entre 10 et 15 %) ; enfin, les testaments, tutelles d'enfants, associations d'artisans et contrats pour travaux ne figurent qu'au titre de quelques unités par décennies.

La quantité des contrats se révèle très variable selon les années (graphique I). Parmi les creux les plus visibles, deux semblent facilement explicables : la peste de 1482 et surtout celle de 1498⁹ ont entraîné un ralentissement de l'activité notariale, mais les raisons de la chute de 1492 m'échappent... Pour le reste, on peut lire une relative stabilité de l'emploi entre 1479 et 1485, suivie d'un redressement de 1486 à 1494, puis d'un affaissement jusqu'au début des années 1500.

I – Nombre de contrats

Nous savons que la ville a connu entre 1475 et la seconde décennie du XVI^e siècle, un double accroissement de son enceinte, qui entraîna le lotissement des quartiers orientaux (Saint-Euverte et Saint-Aignan) et l'amorce de l'occupation plus dense entre les anciennes et nouvelles murailles au nord et à l'ouest afin de combler les vides qui s'intercalaient entre les voies vers Paris et Châteaudun. Une réaction primaire consisterait à dire, malgré la faiblesse des métiers du bâtiment dans notre source, que la décision prise en mai 1488 de clore la ville du côté de la Beauce a stimulé le marché du travail, et que l'accession du duc Louis au trône pouvait faire espérer à la cité une attention particulière du souverain. Ce serait, à mon sens, une

contrats (58 %). Cette localisation ne coïncide pas forcément avec le lieu de travail, c'est particulièrement clair pour les embauches faites par des vignerons de paroisses totalement urbanisées comme Saint-Maclou ou Saint-Donatien.

⁹Il faut noter qu'entre 1482 et 1502, les annalistes et les historiens orléanais ne signalent pas la pandémie de 1498 : Ch. Cuissard, *La Peste Noire à Orléans, 590-1668*, Orléans, 1898.

interprétation complètement erronée de l'accroissement relatif du nombre des contrats entre 1485 et 1493.

Jeunes hommes au travail

Beaucoup plus pertinente que la variation annuelle du nombre des contrats me semble être celle de l'âge des postulants. Les notaires orléanais avaient coutume de noter cette mention, nécessaire pour savoir si l'impétrant était en condition de s'engager valablement ou non. Nous disposons ainsi de 90 % des âges. Ces derniers ont été regroupés et analysés en fractions quinquennales (graphiques IIa et IIb), et moyennes mobiles sur cinq ans (graphique IIc). Des différences sont ici nettement visibles. Au cours de la première décennie, nous voyons à partir de 1475 les très jeunes disparaître, cependant on constate que le taux des enfants de moins de 15 ans reste stable : 52 % du total. En revanche, les dix années suivantes montrent un déplacement des alloués vers l'état d'adolescents pour le moins avancés : ce qui s'amorce entre 1485 et 1490, soit une majorité des apprentis de plus de 15 ans, est ensuite tout à fait net jusqu'en 1495. Les Orléanais ont alors privilégié sur le marché de l'apprentissage des garçons de 16 à 20 ans¹⁰ (âge moyen 17 ans), dont on peut penser que leur embauche était loin d'être seulement l'accueil d'un enfant de plus à la table familiale mais l'exigence de l'aide véritable d'un jeune homme capable de plus durs travaux. Le maître est un patron, l'apprenti – presque, mais pas en titre – un ouvrier¹¹.

(Voir histogrammes page suivante)

¹⁰L'enfant de six ans qui semble aberrant dans l'histogramme 1490-1495 est bel et bien la petite apprentie d'un bonnetier, Jacquet de Batele (3 E 10241, 29 septembre 1491). En ce qui concerne la période suivante les deux contrats de très jeunes enfants sont pour le premier une tutelle déguisée, pour l'autre un véritable apprentissage féminin de couturière.

¹¹Cette remarque n'est pas nouvelle : « il n'y a pas de solution de continuité entre louage de service et apprentissage, celui-ci apparaît comme une simple modalité, la plus générale, du louage de service » : Ph. Didier, « Le critère de distinction entre louage de service et entreprise », *Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, fasc. 29, 1968-69, p. 209, n. 2. Pour moi, je ne retiendrai pas l'appréciation de « simple » modalité, ni la suggestion que c'est la plus générale des formes de louage, mais je pense judicieux de rappeler que les tentations de glisser de l'apprentissage au louage de service sont une tendance répandue à la fin du Moyen Âge.

Après 1495, la tendance s'inverse assez brutalement, la masse des apprentis redevient plus enfantine, le preneur retrouve son rôle paternel, mais le travail qui est fait pour lui ne peut plus être comparé à celui des gaillards de près de 20 ans.

On peut avancer, pour expliquer la soudaine élévation de l'âge d'« introduction » au travail, qu'il s'agit de vrais ouvriers, sans doute peu qualifiés, accueillis par des patrons voyant dans ce type de contrat la possibilité d'avoir les travailleurs permanents que les salaires fixés par les règlements de métier et la surveillance de la concurrence ne permettraient pas de prendre sans mettre en péril la survie des entreprises. Ainsi, la coïncidence des tranches chronologiques où l'on voit s'accroître la masse des contrats et vieillir les engagés ne traduit pas une ère de croissance économique mais bien plutôt une période où, pour réduire leurs frais, les

patrons embauchèrent de jeunes adultes en les payant au rabais, ce dont tout le monde sembla se satisfaire.

Le jeu sur les salaires

Lors de la discussion qui s'établit à l'occasion du contrat entre employeur et futur employé peuvent être prévus plusieurs types de versements en nature et en argent. Le patron peut verser une somme d'argent ou procurer des biens en nature, formes déguisées d'un salaire ; il peut, au contraire, faire payer l'apprenti en monnaie ou en avantages (blé, fruit du travail saisonnier, culture de lopin à son propre profit, voire perception de rente dues à l'engagé), en reconnaissance de sa propre peine et des dégâts éventuels dus à l'inexpérience. J'ai mis l'accent plutôt sur les versements en numéraire plus propres, semble-t-il, à mesurer les tensions économiques.

Les calculs (graphique III) font paraître à l'évidence le rôle majeur du salaire donné à l'apprenti tout au long de la période : à l'exception de quelques années (1480, 1485 et 1498), c'est plus de la moitié des alloués qui reçoit quelque chose du maître. Cette proportion croît particulièrement entre 1488 et 1495 ; c'est alors le salaire en argent qui est le plus fréquent. Parallèlement, les apprentissages pour lesquels le maître est rémunéré tendent à s'effacer¹².

Que reçoivent les apprentis ? Jusqu'en 1487, assez souvent des vêtements. En sus des souliers qui font presque toujours partie du contrat, ils touchent au cours du

¹²On remarquera que la proportion des contrats sans clause particulière de versement à l'une des parties reste assez stable (de l'ordre de 15 %) au long du quart de siècle considéré.

service les guêtres et la souquenille du vigneron, ou « une robe neuve de 17 sous, un pourpoint, un bonnet, un chapeau » fournis par le tisserand en toile¹³. En fin de service, le patron peut les rendre « convenablement vetu(s) comme il sied ». Certaines techniques imposent le don d'outils de bonne qualité : marteau et doloire du couvreur¹⁴, ciseau du tailleur de pierre¹⁵.

Après 1488, les versements en argent, qui ont toujours représenté plus de 40 % des paiements, deviennent encore plus fréquents : pendant dix ans, ils sont la forme quasi exclusive (75 à 100 %) d'une reconnaissance du travail fourni par l'apprenti. Cet argent, pour obéir aux règles des contrats, ne doit pas figurer comme un salaire au sens propre ; il est destiné selon les termes les plus fréquents à fournir leurs « nécessités » aux jeunes en formation (vêtements, usage des commodités et plaisirs de la ville, tavernes, étuves, et, quand cela n'est pas expressément prévu par l'acte, versement à la confrérie du métier, si elle existe). Pour les vigneron, il est généralement instauré un versement « par égales portions », dont la fréquence n'est jamais précisée¹⁶. Ces sommes d'argent sont extrêmement modestes : entre 8 et 12 livres parisis pour trois ans de présence. Il est sans doute difficile d'évaluer l'abaissement du salaire auquel se plie le jeune homme qui cherche du travail dans cette ville, pour laquelle les sources comptables sont trop rares¹⁷ ; nous savons néanmoins qu'à la fin du XV^e siècle, un couvreur touche 3 s. 4 d. p. par journée de travail, son valet 2 s., un maçon 2 s. 4 d. p. (cela s'entend sans nourriture). Jean Burdeau, le couvreur, en versant à son apprenti, qui aura alors 19 ans, les vêtements et les 100 s. que le contrat prévoit¹⁸, réussit à diminuer sérieusement les frais de fonctionnement de son atelier ! Le phénomène est aussi net en ce qui concerne le travail de la vigne : les coupeurs et porteurs de hotte sont facturés à l'Hôtel-Dieu entre 1 et 2 sous par jour, plus la pitance évaluée à 3 d. ; le travail du provignage, 8 s. les cent souches¹⁹. Les vigneron donnent en moyenne 60 à 80 s. par an à leurs alloués dont l'âge varie entre 18 et 21 ans...

¹³ E 10229, 30 novembre 1480, Berthelot Droyneau, 14 ans, de Pierre Lucas, tisserand en toiles, paroisse Saint-Pierre-Ensentelée.

¹⁴ E 10234, 31 janvier 1484 (n. st.), Jean de la Nef, apprenti chez Jean Burdeau, paroisse Saint-Maurice.

¹⁵ E 10234, 31 janvier 1485 (n. st.), Jean de Diou donnera à Jean Beguin « un marteau taillant, VI fers servant oudit mestier de tailleur de pierre et un ciseau ».

¹⁶ E 10243, 27 octobre 1493, Colin Gaultier, vigneron et tonnelier, de la paroisse Saint-Paul, donnera à Petitjean Lefeuvre, 18 ans, « VI francs VIII sols par egales portions quand l'alloué en aura besoin pour ses necessités ».

¹⁷ Un ensemble intéressant de salaires est fourni cependant par les comptes de l'Hôtel-Dieu (K. Cascan, *Édition du livre de comptes de l'Hôtel-Dieu d'Orléans de 1469-1470*, mémoire de maîtrise, Tours, 1988, t. 1, annexes 24 et 25).

¹⁸ E 10245, 19 juillet 1495, Claude Begnaz recevra en fin de service au bout de 3 ans une robe valant 32 s., un pourpoint de 12 s., une paire de chausses de 12 s., un chapeau et un bonnet de 8 s., plus 100 s. par égales portions, et tout cela représentait pour le patron une dépense de 8 l. 4 s. p., ce qui n'est pas excessif. Un valet aurait gagné plus de 75 livres pendant la même période, en comptant 250 j. annuels de travail, mais il aurait dû assurer sa nourriture et son logement.

¹⁹ Ces salaires sont donnés d'après le registre de l'Hôtel-Dieu de 1470, je crois pouvoir tabler sur la stabilité nominale des salaires dans le troisième tiers du XV^e siècle (cf. M. Baulant,

Quel est le sens alors du contrat d'apprentissage ? Il me semble qu'il s'agit alors de garantir le maître contre toute protestation ultérieure de l'ouvrier : ce dernier ne peut réclamer que ce qui est prévu. S'il veut partir, le patron le menace de prison ferme, clause contenue dans 98 % des actes. Sans vouloir faire de misérabilisme, il s'agit bien là d'une véritable exploitation des jeunes gens menacés par le chômage. D'un autre côté, le patron nourrira et logera un garçon qui n'aurait souvent sans cela ni feu ni lieu. Il valait sans doute la peine de dépenser les 16 deniers demandés pour enregistrer l'acte²⁰.

La fin du siècle semble montrer une inversion de la tendance : les versements au patron accompagnent le net rajeunissement des apprentis. Est-ce le signe un retournement conjoncturel permettant la re-hiérarchisation des travailleurs : enfants apprentis, jeunes gens, valets et compagnons ? Il faudra regarder de plus près pour savoir si cela ne cache pas une crise encore plus grave de l'emploi : on n'offre même plus ce salaire au rabais, on fait payer l'apprentissage par la famille des adolescents que l'on recrute désormais sur place. Voilà une des raisons pour laquelle les âges s'abaisseraient à nouveau après 1495.

Crise et mouvements migratoires

Si nous ne savons pas de quelle paroisse provient le tiers de nos alloués, nous constatons en revanche que plus de la moitié des contrats a été passée avec des individus qui ne sont pas nés à Orléans ou dans la banlieue proche. Les migrants viennent surtout des évêchés de Bourges, Chartres, Tours, le Mans et Angers, leur proportion dans la population des apprentis est chronologiquement irrégulière (graphique IV). On constate sans surprise que la période 1488-1495 offre un taux élevé de déracinés. Si on examine les cas individuellement, on voit que ces garçons sont parmi les plus âgés et que c'est eux qui acceptent le plus fréquemment les faux salaires de misère. Sont-ils une des preuves que la crise urbaine des années 1480 a porté vers Orléans et des activités mal payées, et surtout non protégées par des règles de métier²¹, les jeunes inemployés et les excédents ruraux de la vallée de la Loire ? Ce débouché disparaît pour eux à la fin du siècle : les maîtres resserrent, dès 1493, à Orléans et sa banlieue proche, l'aire de recrutement, avant même de ne prendre que de vrais jeunes apprentis. Ne pousse-t-on pas alors les inemployés, étrangers de surcroît à la ville, à devenir de dangereux misérables ?

« Les salaires du bâtiment à Paris, 1400-1671 », *Annales E.S.C.*, 1971, n° 2, p. 478, et fig. 4). Les contrats des années 1470-1500 ne prévoient jamais que les apprentis vignerons devront aller travailler aux moissons pendant les mois d'été, ce que l'on trouve fréquemment vers 1450. La vigne semble donner du travail à temps plein, surtout pour les vignerons tonneliers.

²⁰Un certain nombre de marges indiquent que le preneur et l'alloué ont payé chacun 8 deniers au notaire.

²¹Il n'y a pas eu de règlement pour les tonneliers avant 1528, selon Ch. Cuissard, *Études sur le commerce et l'industrie à Orléans avant 1789*, Orléans, 1897, p. 222, qui ne donne pas de référence.

La campagne à la ville

Pour quelle formation quitter sa paroisse et venir vivre médiocrement sous un toit étranger ? L'éventail offert par Orléans n'est pas très ouvert. Certes, 52 métiers figurent dans notre corpus au cours de ce quart de siècle, mais ils ont accueilli bien peu de jeunes gens, filles et garçons ! Six activités se sont ouvertes à plus de 10 personnes en 25 ans : 10 futurs menuisiers, 13 boulangers, couturiers et notaires²², 15 « marchands », et... 157 vigneron et vigneron tonneliers, soit 35 % des contrats, y ont trouvé place. Nous voici dans une « ville » où, entre 1485 et 1496, près de la moitié des « apprentis » relève du secteur agricole. C'est une nette croissance par rapport à la période que j'avais précédemment étudiée, au cours de laquelle les activités offertes étaient à 80 % proprement artisanales. La vigne avait-elle tellement poussé que ses vrilles auraient paralysé la ville ? Le poids de la viticulture serait à méditer pour Orléans, et autrement que dans la crise urbaine, plus longuement que je ne peux le faire ici. Je veux cependant rappeler que c'est en partie chez les vignerons, mais pas chez eux seuls, que se trouvent la plupart des salariés, les jeunes gens les plus âgés et un bon nombre de migrants lointains (13 des 25 Tourangeaux, 8 des 18 Berrichons, 10 des 19 Angevins) ou proches (44 % de ceux qui viennent du diocèse d'Orléans). Les patrons résident non seulement dans les paroisses hors les murs mais aussi au cœur de la ville close, la clientèle de Pierre Noblet n'est pas ici en cause. Le problème est celui de la raison pour laquelle les vignerons ont pris plus d'apprentis entre 1485 et 1495 qu'ils ne le firent avant et ne le feront après²³. Une des réponses me paraît être que des garçons étaient prêts à accepter l'infime rémunération d'un travail assez pénible mais qui leur donnait un couvert, faute de trouver

²²Les confrères de P. Noblet semblent avoir apprécié leur collègue : la moitié d'entre eux passe chez lui les contrats par lesquels ils prennent des jeunes gens à leur service. Nous possédons encore certains de leurs fonds qui feront, pour cette période, l'objet de dépouillements.

²³Les sondages effectués jusqu'en 1509 montrent que le nombre des contrats de vignerons décroît très vite. J'en vois peut-être une explication dans le grand mouvement d'arrachage des vignes qui accompagna dans ce qui était auparavant la banlieue orléanaise la construction de la dernière enceinte, laquelle fit passer la superficie de la cité de 60,5 ha à 130 ha. Ce dut être un grand bouleversement humain et foncier qui n'a jamais été vraiment étudié.

mieux sur place ou dans leur région d'origine. Ils venaient louer leurs bras, le vrai savoir-faire, dont les Orléanais ont été si longtemps fiers, demeurant l'apanage des employeurs²⁴.

Au tournant du siècle, le retour à la tradition

Après 1498, on ne retrouve plus ce qui faisait l'originalité des années précédentes. À plusieurs reprises, j'ai déjà indiqué les changements qui apparaissent à la fin du siècle : moins de vignerons, moins de migrants, plus de jeunes²⁵, et plus d'apprentissages payants. Surtout apparaît une nouvelle précision dans le contrat, celle des deux témoins. Il s'agit le plus souvent d'un clerc et d'un homme du métier dans lequel s'engage l'alloué²⁶. Ces gens sont peut-être là pour vérifier, justement, que le contrat qui se signe devant eux n'est pas une embauche déguisée, à bas salaire. N'aurait-on pas voulu redonner aux relations entre maître et alloué leur valeur d'entrée dans la vie ?

On comprendrait, par ailleurs que les métiers plus ou moins réglés aient fini par réagir devant le détournement de la fonction éducative de l'apprentissage vers une embauche au rabais : les valets et ouvriers y avaient tout à perdre et les patrons devaient estimer que la concurrence était par trop déloyale. Si, à Orléans comme ailleurs, on peut deviner une rigidification de certains métiers à la fin du XV^e siècle par l'introduction du chef-d'œuvre²⁷, cela ne concerne malheureusement aucune des activités répertoriées dans les actes. Je ne peux donc que suggérer de voir dans le retour à la tradition l'œuvre d'une surveillance plus rigoureuse des « contrats de formation ». Il n'en reste pas moins que, du coup, l'ombre devient encore plus épaisse sur la situation des ouvriers et le niveau de leur embauche.

Ainsi, une étude, année par année, de ces contrats peut permettre de déceler les resserrements et les détentes du marché de l'emploi urbain, révélateurs des crises. Mais cela n'est possible que si la source offre suffisamment de données. Ici, ce n'est que par la superposition des âges, des modes de rétributions, des mouvements migratoires, des types de métiers et des mentions de témoins que l'on peut lire les difficultés de l'économie urbaine à partir de 1485, dans ce qu'une simple comptabilité de la masse des contrats aurait pu faire passer pour une bénéfique période d'activité des ateliers et du vignoble orléanais. À cela j'ajouterai aussi qu'il faut, peut-être, savoir ce que l'on veut chercher.

²⁴Sur l'art du vignoble à Orléans : J. Boullay, *Manière de bien cultiver la vigne, de faire la vendange et le vin dans le vignoble d'Orléans ; utile à tous les autres vignobles du royaume, où l'on donne les moyens de prévenir et de découvrir les friponneries des mauvais vignerons*, Orléans, 1703. Rééd. de l'édition de 1723, Marseille, 1981.

²⁵Entre 1500 et 1505, 75 % des alloués ont moins de 15 ans, et en 1502 la moyenne d'âge est de 12,4 ans.

²⁶Les clercs Mathieu Regnier et Aignan Aubery sont parmi les témoins ordinaires ; en revanche, pour les gens de métier, distincts des garants qui sont des proches de l'enfant, on ne trouve pas de répétitions nettes ni de mention de « jurés » qui permettraient de penser que ces témoins représenteraient le métier au sens corporatif du terme.

²⁷En 1495 chez les potiers d'étain. 1497 chez les serruriers (*Mémoires de la Société Archéologique et Historique de l'Orléanais*, t. XVIII, p. 102).